

Ce discret service de renseignement aide les PME à protéger leurs technologies

Espionnage économique, cyberattaques... Les PME françaises ayant des activités dites "sensibles" sont souvent démunies face aux menaces sur leurs activités. La DRSD est un service de renseignement qui aide les entreprises à y faire face.

Faire prendre conscience aux entreprises, en particulier les plus petites, de la nécessité de mieux protéger leurs secrets industriels, c'est l'une des missions dévolues au plus discret des services de renseignements français, la DRSD. « *Nous les PME, on n'est pas préparé à ça* ». Face aux menaces croissantes du terrorisme et de l'ingérence étrangère, « *nous avons besoin de conseils* », souligne Laurent Pourprix, directeur général de la société familiale Titan Aviation. À charge pour la DRSD (Direction du renseignement et de la sécurité de la Défense) d'identifier les entreprises dont les produits ou procédés de fabrication en font des cibles potentielles.

Pas seulement les fabricants de matériel de guerre, mais aussi ceux aux technologies « duales », utilisables à la fois dans les domaines civils et militaires. Entreprise d'une centaine de salariés implantée près de Villefranche-sur-Saône (Rhône), Titan Aviation fabrique des systèmes de ravitaillement en carburant d'aéronefs. « *Un marché de niche, voire d'ultra-*

niche, où il faut des compétences technologiques complètes » , relève son patron. Certains de ses matériels sont utilisés par les forces spéciales « dans des conditions extrêmes » . « Par rapport à d'autres, l'armée française se distingue par sa capacité à se projeter. Je peux vous assurer que la logistique carburant est un savoir-faire qui est regardé à l'étranger avec beaucoup d'intérêt » , affirme Laurent

Pourprix, invité à converser avec quelques journalistes à l'initiative de la DRSD.

Sur la région lyonnaise, 200 à 300 sociétés comme la sienne font l'objet d'un suivi par la DRSD qui les sensibilise aux « bonnes pratiques » . Le service en comptabilise 4000 sur l'ensemble du territoire. « *La menace est polymorphe et on agit sur l'ensemble du spectre* » , relève le colonel Jean-Christophe, qui dirige l'antenne lyonnaise de la DRSD, forte d'une soixantaine d'agents.

Moments particulièrement critiques: la visite de l'entreprise par un potentiel client jusqu'alors inconnu et les salons professionnels. « *Des personnels de la DRSD sont venus chez nous et nous ont expliqué comment recevoir des visiteurs, ce qu'on pouvait montrer...* » , se rappelle Laurent Pourprix, dont la société réalise 80% de ses ventes à l'export et reçoit des visiteurs dans ses locaux « *chaque semaine* » . « *Aujourd'hui, il y a des secteurs de l'entreprise qu'on ne va pas montrer à un étranger, alors qu'il y a une quinzaine d'années, c'était 'welcome' !* »

Les menaces d'internet

Dans un salon professionnel, l'agence s'emploie à identifier les risques potentiels. « *Le wifi est-il sécurisé ?* » , souligne par exemple Diane, une jeune juriste en droit des affaires, venue à la DRSD, où elle exerce comme agent contractuel « *de contre-ingérence économique* » , pour « *servir son pays* » . Car, de plus en plus, les menaces prennent la voie d'internet. « *Une entreprise d'Auvergne-Rhône-Alpes s'est retrouvée avec l'ensemble de ses données cryptées* » , souligne le colonel Jean-Christophe. « *Heureusement, elle avait appliqué une de nos recommandations et avait fait une copie de ses données sur un autre serveur déconnecté* » .

Grâce au dialogue avec la DRSD, « *on s'est aperçu que nous avons des brèches dans notre système de sauvegarde informatique. Je vous garantis qu'il y a quelques années, on n'en était pas conscient* » , reconnaît Laurent Pourprix. « *La relation avec la DRSD nous a ouvert les yeux* ». « *On n'est pas que conseil, notre coeur de métier c'est l'investigation* » , souligne par ailleurs l'adjudant-chef Jérôme, autre membre du service et militaire de carrière. C'est notamment à la DRSD qu'il incombe d'enquêter sur les possibles dérives de salariés qui leur auraient été signalées par leur correspondant au sein de l'entreprise, le plus souvent le chef d'entreprise lui même. « *Les signalements*

pour islamisme radical n'en représentent qu'une proportion très faible » , note l'agent.

Article écrit par MADDYNESS AVEC AFP